

Réponse d'Hydro-Québec à la question DQ45

complémentaire du BAPE

Objet : **Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour**

Préambule D'Hydro-Québec aux questions du BAPE :

Les activités d'approvisionnement en électricité d'Hydro-Québec Distribution (HQD) font l'objet d'une surveillance effectuée par la Régie de l'énergie (la Régie) en vertu de la Loi sur la Régie de l'énergie en vertu de la compétence exclusive confiée à la Régie par cette loi. De plus, le Plan d'approvisionnement en électricité d'HQD, couvrant une période de 10 ans, est examiné et approuvé par la Régie aux trois ans et un État d'avancement est déposé à chaque année intermédiaire. La Régie approuve également une procédure d'appel d'offres et d'octroi, de même que tous les contrats d'approvisionnement en électricité conclus par HQD, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'énergie. Les activités liées aux approvisionnements énergétiques font l'objet de nombreux suivis (critères de fiabilité, transactions de court terme, entente d'intégration éolienne, appels d'offres, etc.), en plus de faire l'objet d'une reddition de compte à l'occasion des dossiers tarifaires et des rapports annuels du Distributeur.

Ces examens et approbations se déroulent dans le cadre d'audiences publiques auxquelles participent de nombreuses associations de clients de toutes les catégories et des groupes de défense de l'environnement, notamment. La Régie et les participants soumettent des demandes de renseignements écrites à HQD et peuvent contre-interroger ses représentants lorsque ces audiences publiques se déroulent oralement. À moins d'une ordonnance de confidentialité émise par la Régie, tous les documents sont publics et apparaissent sur le site Web de la Régie.

Il s'agit de dossiers généralement complexes qui requièrent l'échange d'une documentation volumineuse comprenant notamment la preuve d'HQD, les demandes de renseignements et leurs réponses, la preuve des intervenants, les rapports d'experts, les notes sténographiques des audiences et les argumentations des participants. HQD fait appel à ses employés spécialisés et des experts afin de traiter ces dossiers, tout comme la Régie et les autres participants à ces travaux.

Dans le cadre des travaux de la Commission d'enquête et d'audience publique du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), HQ a répondu de nouveau à toutes les questions concernant les activités, contrats et plans d'approvisionnement ayant déjà fait l'objet de débats devant la Régie au cours des dernières années. Hydro-Québec a également fourni toute l'information pertinente aux questions par les références aux documents apparaissant sur le site Web de la Régie de l'énergie. Dans un contexte où l'efficacité est au cœur de nos préoccupations, Hydro-Québec tient à

Réponse d'Hydro-Québec à la question DQ45 *complémentaire du BAPE*

Objet : **Projet de stockage de gaz naturel liquéfié et de regazéification à Bécancour**

souligner qu'elle s'étonne de la nature, de l'ampleur et de l'étendue des thèmes couverts par les questions qui lui sont adressées en regard du projet de stockage et de vaporisation de GNL dans le parc industriel de Bécancour mais tient néanmoins à réitérer son entière collaboration aux travaux du BAPE.

Question du BAPE :

Dans votre réponse au DQ45, vous établissez les coûts fixes de la réservation de transport à un peu plus de 30 millions. Et les coûts de la molécule à 2,9 millions.

Y aurait-il d'autres coûts associés à la production de la puissance souhaitée en provenance de la centrale de TCE et quels sont-ils ? Veuillez les énumérer, le cas échéant, et préciser les valeurs de chacun.

Réponse : Concernant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel de la centrale, il n'y a pas d'autres coûts. Ces coûts annuels de réservation de transport ferme (30 M\$) et d'achat de gaz naturel (2,9 M\$) représentent l'alternative aux infrastructures de GNL négociées avec Gaz Métro.

À ces coûts annuels d'approvisionnement en gaz naturel, les autres coûts fixes prévus pour l'utilisation de la centrale en pointe doivent être ajoutés, quel que soit le scénario d'approvisionnement en gaz naturel retenu. Ces coûts ont été transmis à la commission le 15 juin 2016 (réf. : *23 Definitive Agreement- VF non caviardée.pdf*). Nous tenons à rappeler à la commission que cette information est confidentielle.